

Sous la direction de
Aude Déruelle et Jean-Marie Roulin

LES ROMANS DE LA RÉVOLUTION

1790 - 1912

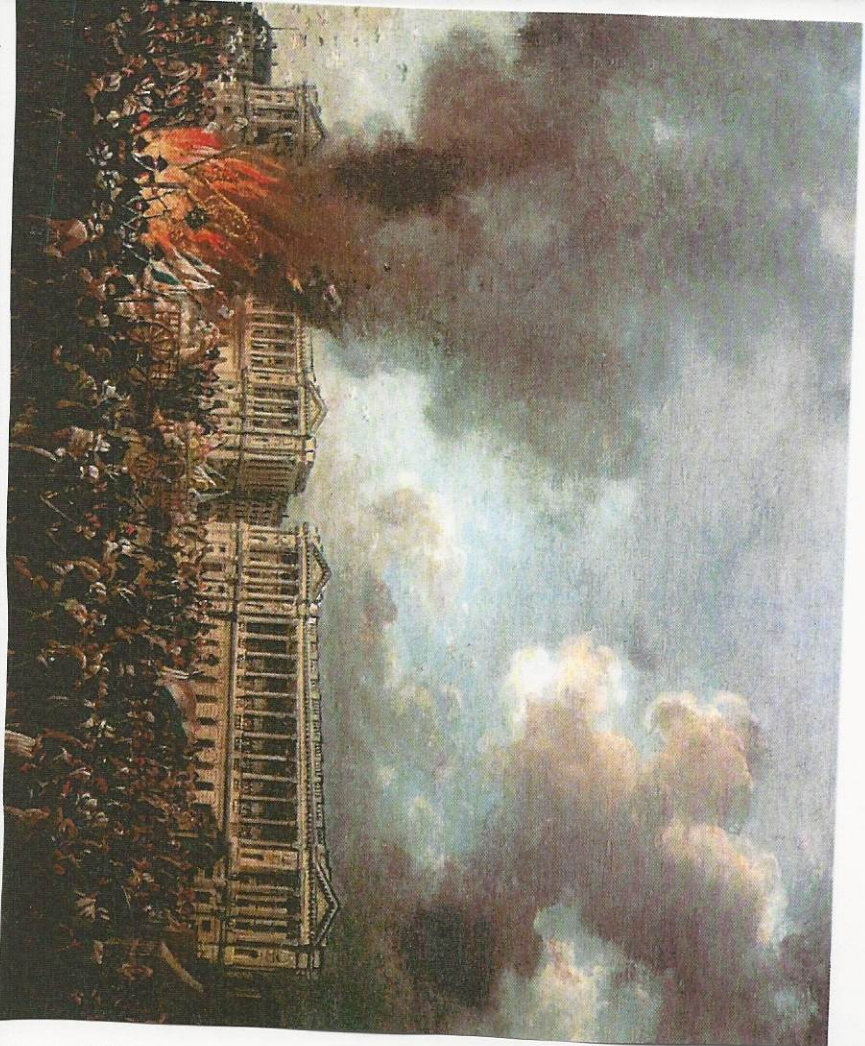
4

Le roman du débat républicain

1870-1912

Corinne Saminadajar-Perrin

Durant les dernières années du Second Empire, la polémique républicaine mobilise largement l'histoire et la légende de la Révolution française. Avec *l' Histoire d'un paysan*, Erckmann-Chatrian célèbre la mémoire des héros de 1789 et des soldats de l'an II : la Révolution est la grande épopée populaire qui a donné à la nation la liberté, aux pauvres la citoyenneté, aux paysans la terre. En 1870, Dumas revient sur la période à laquelle il avait déjà consacré la tétralogie des *Mémoires d'un médecin*, allant cette fois au-delà de la mort du roi qui clôt chronologiquement *La Comtesse de Charmy. Création et Rédemption*, récit allégorique, pose frontalement la question des violences de la Terreur et esquisse une possible résolution de cette préoccupante aporie historique – seule une éducation politique méthodique mettra désormais la France à l'abri de tels dérapages dans le sang. L'entrée en guerre contre la Prusse place le souvenir de l'an II au cœur des débats. Le patriotisme jacobin amène nombre de républicains à défendre l'honneur de la France bafouée, fût-elle gouvernée par Napoléon le Petit – les rares partisans du pacifisme sont isolés. L'Empire profite d'ailleurs de cette flambee patriotique pour en appeler à l'Union sacrée. Dans *Le Pays*, Granier de Cassagnac appelle tous les Français à se rallier derrière le drapeau tricolore, comme le firent leurs pères au moment de la levée en masse – Rimbaud lui répond avec son sonnet dédié aux



« Morts de Quatre-vingt-douze et de Quatre-vingt-treize » : rien de commun entre la chair à canon, que César envoie aux frontières, et les « morts de Fleurus, morts de Valmy, morts d'Italie », défenseurs de la République et de la Liberté.

Après le 4 septembre, le Gouvernement provisoire affiche pour priorité la défense nationale ; au cours de l'automne, le patriotisme exacerbé d'une large partie du peuple parisien, asségé, affamé et résolu à vaincre ou à mourir, provoque dans la capitale une radicalisation politique alarmante pour le Gouvernement, conscient que le pays aspire à la paix – d'ailleurs, les intérêts économiques des élites exigent une cessation rapide des hostilités. L'élection d'une « Chambre introuvable » réunie à Bordeaux puis à Versailles, dans le sanctuaire de la monarchie, les conditions humiliantes imposées par l'armistice de Bismarck, les menaces pesant sur une République qui n'ose même pas dire son nom, rappellent que la Commune fut, tout autant qu'une insurrection sociale contre un « monde mal fait », un vigoureux mouvement de défense et d'affirmation républicaine. Dans l'immédiat après-guerre, l'obsession de la revanche peuple à nouveau la fiction de vaillants héros de l'an II : Jules Claretie dédie son *Roman des soldats* « à l'armée de la revanche », et la première partie de cette mini-tétralogie, intitulé « Le volontaire », célèbre les combats opposant les armées de la Liberté aux Prussiens puis à l'insurrection vendéenne.

« L'année terrible » fait du débat sur la Révolution le cœur de la refondation démocratique d'où sortira la Troisième République. Entre la Semaine sanglante et août 1914, la production fictionnelle consacrée à la décennie 1789-1799 comme d'ailleurs le corpus historiographique sont en perpétuelle interaction avec les usages politiques et idéologiques de la référence révolutionnaire, usages eux-mêmes déterminés par les différentes crises qui ébranlent successivement le nouveau régime. C'est ce dialogisme permanent (et souvent tendu) qui dicte le choix de la périodisation à adopter.

De l'effondrement de l'Empire au triomphe de Marianne en 1877, une question domine : comment gérer le souvenir traumatique de la Commune, qui réactive les déchirements de la guerre civile indissociables de l'événement révolutionnaire ? En écrivant *Nanon* dans les mois qui suivent la Semaine sanglante, Sand oppose exemplairement l'utopie d'une microsociété paysanne réconciliée aux violences

inexpiables de 1793 et de 1871 – témoignant indirectement de la difficulté à penser ensemble, désormais, la foi républicaine dans le progrès et l'idéal révolutionnaire. Avec *Quatrevingt-treize*, Hugo problématise, de manière exemplaire, les tensions qui travaillent la période.

Une fois établie et affermie, la Troisième République fait de la Révolution la clé de voûte d'une histoire de France réconciliée, discours militant que la fiction problématise et interroge. Si, avec notamment Du Boisgobey, le roman-feuilleton continue de mêler les logiques du roman populaire aux soubresauts de la période révolutionnaire (prolongeant une tendance déjà tangible sous le Second Empire), beaucoup reviennent obstinément sur la question fondamentale des violences de la Terreur : dévoilement catastrophique de l'idéal républicain, ou aboutissement logique des principes de 1789 et de 1792 ? La Terreur n'est plus l'impensé du roman de la Révolution : le récit romanesque sort de la sidération pour s'emparer de cette question historique qui est aussi un problème politique. Elle est mise en débat par le jeu du personnel romanesque : face au jacobin Costejeux, Nanon défend la cause des « bonnes gens du peuple¹ » qui ne veulent pas de la politique imposée par les bonnets rouges parisiens, Cimourdain soutient la nécessité de la Terreur contre Gauvain qui plaide pour une république clémentine. Si Sand offre toute la force de persuasion à Nanon, Costejeux se réfugiant dans le silence (« Tais-toi, paysanne ! Tu ne vois donc pas que tu m'assassines ? »), Hugo ne condamne aucun camp, le lecteur étant amené à faire son propre choix entre « les deux pôles du vrai », selon le titre du chapitre. Plus tard, avec Bourges ou A. France, l'ombre de la guillotine menace d'obscurcir le soleil de Juillet.

À la suite de la crise boulangiste, la célébration du centenaire de la Révolution française permet de réaffirmer solennellement les valeurs essentielles de la République : bientôt, l'affaire Dreyfus remet au cœur des débats les principes fondateurs du régime, notamment les droits de l'homme et l'éthique qu'ils imposent. À la veille d'une guerre que beaucoup jugent imminente et inévitable, *Les dieux ont soif* déploie une méditation visionnaire sur les vertiges du fanatisme politique.

1. G. Sand, *Nanon* (1872), Paris, Actes Sud, « Babel », 2005, p. 274.
2. *Ibid.*, p. 277.

Bella plus quam civilia: l'onde de choc de la Commune (1871-1877)

Parmi les élus de la Commune de Paris, on compte une majorité de militants revendiquant l'héritage de la République, première du nom, et de la Convention ainsi que l'idéal jacobin de 1793. Aussi la Commune ressuscite-t-elle le calendrier républicain, d'après ses textes officiels de l'an 79. Le drapeau rouge lui-même a une valeur pleinement républicaine : c'est ce drapeau qui flotte sur la barricade défendue par Enjolras et ses camarades en juin 1832 ; c'est la bannière qu'emportent avec eux les républicains exilés par Napoléon le Petit, et que brandissent les fédérés face aux troupes tricolores, aux ordres d'une assemblée monarchiste siégeant à Versailles dans le « palais des rois ». Dans *Le Rappel* du 29 mars, Auguste Vacquerie écrit : « Nous ne sommes pas de ceux que le rouge effarouche. Ce n'est pas une couleur nouvelle pour nous. Pendant tout l'exil, le drapeau rouge a été celui de la République proscrite ; et nous trouvons tout simple que la République rentre en France avec son drapeau. » Dès le mois d'avril, dans un contexte militaire de plus en plus difficile, l'héroïque souvenir des soldats de l'an II assimile volontiers l'armée des ruraux à d'impitoyables bandes de Vendéens fanatiques, ou de chouans arriérés, se ruant contre la capitale des Lumières. Félix Pyat, dans son journal *Le Vengeur*, multiplie les mots d'ordre fondés sur ce parallélisme : « Évoquant une "guerre sainte", [il] actualise cette rhétorique — "la démocratie ou la mort", "La Vendée sous les murs de Paris!" — "Fils de 93, vive la République!" — et stigmatise ces "loups de Basse-Bretagne" qui attaquent "les civilisés"¹. » Lorsqu'au début du mois de mai l'état se resserre autour de la capitale, on crée, malgré l'opposition farouche de la minorité internationaliste, socialiste et libertaire, un Comité de salut public (« dictature renouvelée du Déluge² », persifle Vallès).

La République conservatrice que tente de fonder Thiers — « le régime qui nous divise le moins » — naît dans la honte de la défaite et le sang de la guerre civile. Si la responsabilité de la

1. J.-Cl. Caron, *Frères de sang. La guerre civile en France au XIX^e siècle*, Paris, Champ Vallon, 2009, p. 215.

2. J. Vallès, *L'insurgé* (1886), in R. Beller (éd.), *Œuvres*, Paris, Gallimard, « Pléiade », 1990, t. II, p. 1047.

débâcle revient à l'Empire défunt, la Commune et les massacres de la Semaine sanglante sont beaucoup plus difficiles à intégrer à la consolidation idéologique du nouveau régime. La guerre civile ravive des souvenirs douloureux, tout un révolu historique que la légende dorée de 1789 ou les idéaux lyriques de 1848 travaillent à occulter : la Vendée, la Terreur, l'insurrection de juin 1848. La Commune apparaît comme une « guerre inexpiable » venue miner les deux principes fondamentaux sur lesquels la Troisième République naissante, en cette période d'adversité, aurait grand besoin de s'appuyer : l'indivisibilité et la fraternité ; elle offre également aux militants monarchistes, bonapartistes et orléanistes un argumentaire tout prêt : peur des « rouges », menace de l'invasion des Barbares, spectre de la Terreur. D'où la prudence avec laquelle, jusqu'en 1877, les républicains modérés (qui n'étaient pas modérément républicains) séparent le régime d'ordre qu'ils défendent d'une gauche socialiste d'ailleurs largement réduite au silence par la mort, l'exil ou la déportation.

Cette exclusion est le pendant d'une politique de rassemblement dont la mémoire nationale doit être le socle. Loin d'apparaître comme une fracture traumatisante dans l'histoire de France, la Révolution exige d'être repensée à la fois comme un aboutissement et une origine sacrée et intangible. Le discours républicain cherche à opérer une réconciliation, comme Monod qui, dans un article de la *Revue historique* publié en 1876, appelle à dépasser les clivages issus des événements au nom d'une unité nationale fondée sur une histoire et un héritage communs¹.

Le ralliement politique des monarchistes et des bonapartistes ne saurait pourtant suffire à garantir la Troisième République naissante d'un autre soupçon, ravivé par l'épisode de la Commune : celui d'imposer à tout le territoire une centralisation jacobine féroce, au mépris de traditions locales. L'idéal unitaire républicain risqué, à tout moment, d'engendrer une dérive autoritaire fondée sur l'abstraction, voire la violence. D'où les choix opérés notamment par Jules Ferry qui se réfère à Quinet pour célébrer l'« autre France » qu'avaient rêvée les penseurs girondins : une République accueillante aux diversités, ouverte au dialogue, respectueuse de

1. V. Duclert, *La République imaginaire. 1870-1914*, Paris, Belin, « Histoire de France », 2010, p. 714.

la pluralité constitutive d'une grande et ancienne nation. Dans une telle perspective, la faute décisive n'est pas l'instauration de la Terreur, mais l'insurrection parisienne du 31 mai, coup de force antiparlementaire qui élimine par la violence les députés girondins. Lavisse, promu « instituteur national » de la Troisième République, se montre plus prudent encore dans la première version de son manuel, paru en 1876¹. La mort du roi est qualifiée de « lugubre événement », entraînant une suite sanglante de discordes civiles ; les élèves ne sauront rien de la patrie en danger, rien de la conspiration vendéenne, mais le livre leur signale l'anarchie qui menace le pays dès que le peuple n'est plus bridé par l'autorité de l'État.

Deux années terribles

Dans ce contexte, *Quatrevingt-treize* prend l'accent d'un manifeste républicain dérangeant, autant par le radicalisme politique du propos que par le positionnement explicite adopté par rapport au drame de la Commune. L'œuvre est l'aboutissement d'une longue réflexion menée par Hugo sur la Révolution et sur le rapport entre le progrès et la violence. *Quatrevingt-treize* est explicitement annoncé dès 1869, dans la préface de *L'Homme qui vit* : « Le vrai titre de ce livre serait *L'Aristocratie*. Un autre livre, qui suivra, pourra être intitulé *La Monarchie*. Et ces deux livres, s'il est donné à l'auteur d'achever ce travail, en précéderont et en amèneront un autre qui sera intitulé : *Quatrevingt-treize* ». Le choix de 1793 pour synthétiser et emblématiser la grandeur de la Révolution française s'avère singulièrement provocant. Dès *William Shakespeare*, Hugo proclame la glorieuse filiation qui lie la modernité à l'Année terrible (première en date) :

La Révolution, tournant climatique de l'humanité, se compose de plusieurs années [...].
Dieu la première fois a dit lui-même *far las*, la seconde fois il l'a fait dire.
Par qui ?
Par 93.

1. P. Nora, « Lavisse, instituteur national », *Les Lieux de mémoire, op. cit., La République*, t. I, p. 260.

2. V. Hugo, *L'homme qui vit* (1869), *Roman*, III, Robert Laffont, « Bouquins », 1985, p. 347.

Donc, nous, hommes du dix-neuvième siècle, tenons à honneur cette injure : vous êtes 93¹.

On peut juger de l'originalité hugolienne en confrontant *Quatrevingt-treize* aux fictions « révolutionnaires » qui, de 1848 à la fin du Second Empire, abordent le sujet². Soit la date fatale apparaît comme un hors-champ, un indicible de l'histoire : Dumas interrompt *La Comtesse de Charry* avec le procès et la mort du roi ; soit le discours républicain à l'œuvre dans le récit opère un décentrement stratégique : le lecteur de *l'Histoire d'un paysan* suit le forgeron patriote Michel aux armées, et affronte, avec les glorieux soldats de l'an II, l'envahisseur étranger et l'insurrection vendéenne – parallèlement, le roman de Dumas *Les Blancs et les Bleus*, publié en feuilleton en 1867, commence en frimaire de l'année 1793, dans la ville de Strasbourg menacée par les Prussiens : sous le feu de l'ennemi, dans la cité encerclée, l'inflexible vigilance de Saint-Just et de Lebas, commissaires aux armées, apparaît comme la juste réponse dictée par une situation exceptionnelle. À moins que le détour allégorique offre d'autres modes d'intégration de la Terreur au discours romanesque républicain : c'est la solution adoptée par Dumas dans *Création et Rédemption*, récit publié dans *Le Siècle* en 1869-1870, et repris en deux volumes chez Michel Lévy en 1872. Par ailleurs, beaucoup de récits réduisent la Terreur à un simple mécanisme tragique, qui fait planer sur le récit d'horribles et vagues menaces : les cauchemardesques coulisses de l'histoire s'ouvrent tout à coup sur le Tribunal révolutionnaire et la guillotine, et c'en est fini du bonheur des familles, de l'union des amants, des douceurs de l'amitié ; *Le Chevalier de Maison-Rouge*, en 1846, mobilise ce type de dispositif : alors que le récit couvre une période décisive, de mars à l'automne 1793, les événements majeurs du moment, dont le 31 mai, restent marginaux par rapport à l'intrigue. À moins que l'arbitraire et la violence de la Terreur ne permettent toutes sortes de spoliations, de noirs complots et de crimes impunis, avec la complicité plus ou moins directe des nouveaux despotes républicains : sous le Second Empire, nombre de feuilletons recourent à ce schéma commode...

1. V. Hugo, *William Shakespeare* (1864), *Critique*, Robert Laffont, « Bouquins », 1985, p. 432.

2. Voir le chapitre I, 3.

À confronter le roman de Hugo avec ces différents dispositifs, qui structurent l'horizon d'attente du public en 1874, la hardiesse du projet saute aux yeux : *Quatrevingt-treize* est un roman de part en part politique, sans histoire d'amour, ni intrigue secondaire; si l'histoire se situe dans la Vendée insurgée (première et troisième partie), le récit a pour centre et pour clé de voûte Paris et la Convention, « point culminant de l'histoire »; l'œuvre prend pour titre (et pour drapeau) la date fatale, dont l'étrange graphie accentue la part mystérieuse. Ce radicalisme intrinsèque comporte une charge polémique explosive dans le contexte postcommunard. Si, de mars à mai 1871, Hugo porte un jugement mitigé sur l'insurrection parisienne, « une bonne chose mal faite » car stratégiquement inopportune¹, son appel au pardon, son cri « Pas de représailles! », sa main tendue aux proscrits en font une figure d'exception, dans un champ littéraire où domine l'anathème. Dans une lettre à l'avocat Léon Bigot du 5 novembre 1871, Hugo compare les violences reprochées à la Commune et les mesures de Salut public adoptées en 1793, en soulignant la complexité de certains événements violents dont la raison de l'histoire permet de mesurer les effets bénéfiques.

Les insurgés de 1871 ont sauvé la République, au prix de leur vie et de leur mémoire – comme l'ont fait les grands maudits de 1793. *Le Rappel* l'affirme hardiment, alors même que la guerre civile fait rage, dans un éloge de Francis Jourde daté du 15 mai : « — Les révolutions populaires [...] recitent les iniquités du sort en brusquant les renommées et en arrachant la gloire à l'obscurité. Passant, qui es-tu? — Un pauvre avocat sans cause. — Demain tu seras Danton. Et toi, qui es-tu? — Un modeste étudiant en droit. — Demain tu seras Camille Desmoulins. Et toi, qui es-tu? — Sergent aux gardes-françaises. — Demain tu seras Hoche. Et toi, qui es-tu? — Un simple grenadier, fils d'un ouvrier terrassier. — Demain tu seras Kléber! » *Quatrevingt-treize* approfondit cette idée d'une filiation, voire d'une analogie, entre l'an II et l'Année terrible.

Constamment présente dans le récit, la référence à la Commune ne s'actualise que par de rares indices. La corvette royaliste Claymore, qui porte le nom d'une canonnière versaillaise, combat contre une escadre républicaine placée « sous le commandement de ce capitaine

Duchesne que Léquinio appelait "le père Duchêne"¹ ». Ailleurs, le romancier glisse une allusion aux massacres de la Semaine sanglante, dûment préparés par l'urbanisme haussmannien : « L'architecte de la rue de Rivoli a eu pour idéal la trajectoire d'un boulet de canon². » Le roman ne compte cependant qu'une seule référence directe à l'insurrection parisienne — pour mettre en parallèle les atrocités commises par les Vendéens, et les récentes « versaillades » :

À Macheconl ils mirent les républicains en coupe réglée, à trente par jour; cela dura cinq semaines; chaque chaîne de trente s'appelait "le chapelot". On adossait la chaîne à une fosse creusée et l'on fusillait; les fusillés tombaient dans la fosse parfois vivants; on les enterrait tout de même. Nous avons revu ces meurtres³.

L'orientation axiologique de ces rapprochements ne laisse aucun doute. Incidemment, un éloge de la Suisse permet de célébrer l'esprit fraternel et démocratique de la Commune, contre la mesquinerie obscurantiste de l'insurrection rurale : « L'un combat pour l'humanité, l'autre pour la solitude; l'un veut la liberté, l'autre veut l'isolement; l'un défend la commune, l'autre la paroisse. "Communes! Communes!" criaient les héros de Morat⁴. »

La portée apologétique du récit se cristallise dans le rôle éminent reconnu à la ville de Paris, « énorme pendule de la civilisation⁵ ». Les militants de la Commune ou de l'Évêché représenteront dans le roman le fer de lance de la Révolution; ils font de la capitale le berceau et le bivouac de la République. Quant à la vigilance inflammable des Parisiens, elle répond à une menace clairement formulée contre la ville lumière :

La Gironde, par la bouche d'Isnard, président momentané de la Convention, avait dit un mot monstrueux : "Prenez garde, Parisiens. Il ne restera pas pierre sur pierre de votre ville, et l'on cherchera un jour la place où fut Paris." Ce mot avait créé l'Évêché. Des hommes, et, nous venons de le dire, des hommes de toute nation avaient senti le besoin de se serrer autour de Paris⁶.

1. V. Hugo, *Quatrevingt-treize* (1874), *Roman*, III, Paris, Robert Laffont, « Bouquins », 1985, p. 816. Vernerssch avait ressuscité le célèbre journal d'Hébert en mars 1871.

2. *Ibid.*, p. 893.

3. *Ibid.*, p. 922.

4. *Ibid.*, p. 924.

5. *Ibid.*, p. 863.

6. *Ibid.*, p. 866.

1. Fr. Laurent, « Victor Hugo, *Le Rappel* et la Commune » (2004), <http://grouppugo.dir.vjsu-sieu.fr/grouppugo/04-03-13laurent.htm>, consulté le 1^{er} juillet 2014. Le passage du *Rappel* cité plus loin est repris de cet article.

Cette orientation proparisienne et antigirondine est récurrente dans l'œuvre. Le récit s'ouvre « dans les derniers jours du mois de mai 1793 » – anniversaire de la Semaine sanglante, mais aussi du 31 mai. Or, cette journée insurrectionnelle est syntaxiquement (et symboliquement) escamotée : « Au moment où la France, attaquée à la fois à toutes ses frontières, avait la pathétique distraction de la chute des Girondins, voici ce qui se passait dans l'archipel de la Manche¹. » Nulle condamnation de l'atteinte à l'inviolabilité parlementaire et à la légitimité de la représentation nationale ; au contraire, le récit rappelle que parmi les Carabots de Caen on trouvait « Wimpfen, demi-girondin² » : « la Vendée eut pour complice la Gironde³. »... Fin de la légende élégiaque des Girondins que Nodier ou Latouche, entre autres, avaient développée après 1830⁴.

Cette épiphanie de Paris, étoile polaire et avant-garde de la Révolution, amène une synthèse saisissante, qui désigne aussi bien 1793 que, à peu de chose près, 1871 : « 93 est la guerre de l'Europe contre la France et de la France contre Paris. Et qu'est-ce que la Révolution ? C'est la victoire de la France sur l'Europe et de Paris sur la France. De là, l'immensité de cette minure épouvantable, 93, plus grande que tout le reste du siècle⁵. » L'insurrection vendéenne annonce l'assaut général des bataillons « ruraux » contre la capitale de la civilisation – renversement scandaleux des logiques du progrès : « Se figure-t-on une tempête paysanne attaquant Paris, une coalition de villages assiégeant le Panthéon, une meure de noëls et d'orémus aboyant autour de *La Marseillaise*, la cohue des sabots se ruant sur la légion des esprits⁶ ? » Dans le grand silence des proscriptions et des déportations, un tel éloge de Paris, capitale de la Révolution, a une portée fort claire. Ce jeu de parallélismes est également réparable dans des œuvres adoptant une perspective idéologique opposée. Dans *Thermidor : Paris en 1794*, d'Héricault brosse un tableau cauchemardesque de Paris sous la Terreur : l'évocation des divisions entre la Commune, les Comités et la Convention, repré-

1. *Ibid.*, p. 799.

2. *Ibid.*, p. 923.

3. *Ibid.*, p. 924.

4. Voir le chapitre I, 2.

5. V. Hugo, *Quatrevingt-treize*, *op. cit.*, p. 865.

6. *Ibid.*, p. 924. Le passage vise aussi la campagne missionnaire alors lancée par l'Ordre moral sur tout le territoire.

sentant l'ensemble de la nation, désigne (et condamne) explicitement la Commune de 1871. De même, Sand assigne une origine toute parisienne à la violence révolutionnaire.

Cette perspective radicale adoptée par Hugo explique le rôle prédominant confié, dans l'intrigue militaire, au bataillon de Santerre. « Santerre le brasseur » (ironisent les officiers royalistes de *Claymore*), héros de la Commune insurrectionnelle du 10 août, donna aussi l'ordre légendaire qui coupa la parole à Louis XVI avant de lui couper la tête : « Roulez, tambours ! » Cette figure populaire, de tous les sens du terme, se projette dans le roman sous la double forme du généreux sergent Radoub et de la cantinière au grand cœur, qui eux-mêmes inversent les cauchemardesques caricatures du sans-culotte-fédéré, flanqué de son infernale femelle la tricoteuse-pétroleuse. Porteurs d'un mot d'ordre impitoyable, confrontés à une guerre sans pitié, les bataillons de Santerre renversent la fatalité de la violence en oblation sacrificielle – renvoyant à leurs seuls adversaires la responsabilité des atrocités de la guerre civile : « Le 28 avril, la commune de Paris avait donné aux volontaires de Santerre cette consigne : *Point de grâce, point de quartier*. À la fin du mois de mai, sur les douze mille parisiens de Paris, huit mille étaient morts¹. »

À cet idéal démocratique des Bleus s'oppose terme à terme le culte du chef chez les insurgés royalistes : « La Vendée a une tête », notent sobriement les officiers de la *Claymore* lorsque Lantenac se révèle impitoyable² ; cette tête unique et précieuse justifie la mort de tous les passagers de la corvette royaliste : « Sauver la tête, c'est tout sauver³. » La logique d'ensemble du roman confirme les convictions démocratiques des républicains ; le narrateur se place du point de vue des contemporains, si bien que « le sort de la France se joue sur une infinité d'actions microscopiques, au niveau donc de l'individu. [...] L'histoire est mise dans *Quatrevingt-treize* à la portée des personnes⁴ ». Cette responsabilité se définit comme pleinement personnelle, relevant du seul libre arbitre des individus : « La grandeur de la Révolution, c'est de s'adresser, au-delà des masques sociaux, à la part

1. *Ibid.*, p. 789.

2. *Ibid.*, p. 814.

3. *Ibid.*, p. 821.

4. G. Rosa, « *Quatrevingt-treize* ou la critique du roman historique », *Le Roman historique*, *op. cit.*, p. 335.

d'universel de chaque être humain¹. » C'est précisément cette part inaliénable de responsabilité personnelle qui pose, frontalement, la question de la violence historique – question constitutive de toute réflexion sur la Terreur.

Une réflexion sur la Terreur

Un premier élément de réponse, mais non de résolution, consiste, dans le roman, à faire du sang versé en 1793 la contrepartie des iniquités subies par la France depuis des siècles : la guillotiner se dresse face à la Tourgue, comme sa fille et sa rédemption. Les royalistes rêvent d'appliquer à leurs ennemis le même supplice qu'à Damiens, emblématique figure du peuple : « Les régicides ont coupé la tête à Louis XVI, nous arracherons les quatre membres aux régicides² » ; la prise et la destruction de la Tourgue renvoient, métaphoriquement, au prix à payer pour mettre définitivement fin au cycle de violences instauré par l'Ancien Régime. Dans cette opération de table rase fratricide, c'est d'ailleurs la République qui se montre la plus respectueuse de la mémoire nationale : « La Tour-Gauvain avait une destinée étrange : un Gauvain l'attaquait, un Gauvain la défendait. De là, une certaine réserve dans l'attaque, mais non dans la défense, car M. de Lanrenac était de ceux qui ne ménagent rien, et d'ailleurs il avait surtout habitude Versailles et n'avait aucune superstition pour la Tourgue³. »

La loi du talion, néanmoins, menace d'enclencher un cycle interminable de répression et de vengeances : la « guerre inexpiable » de Vendée, les combats fratricides du printemps 1871 en témoignent. Le début et la fin du roman développent symétriquement deux scènes métaphoriques, renvoyant au déchaînement de la violence révolutionnaire. Dans la première partie, juste après que les officiers royalistes de la Claymore ont prononcé leur acte de foi (« le général nécessaire est le général Inexorable⁴ »), une catastrophe se produit : un canon, détaché par accident, démolit systématiquement l'entrepont et la coque du navire, entraîné comme un bélier fou par le tangage et le roulis ; on aura reconnu un réseau de métaphores

1. V. Jouve, *Poétique des valeurs*, Paris, PUF 2001, p. 132.

2. V. Hugo, *Quatrevingt-treize*, op. cit., p. 807.

3. *Ibid.*, p. 966.

4. *Ibid.*, p. 807.

topiques : la fureur du peuple comparée à la mer déchaînée, la société révolutionnée à un vaisseau en péril, etc. Le passage vaut explicitement comme allégorie : « C'est l'entrée en liberté de la matière ; on dirait que cet esclave éternel se venge ; il semble que la mécanique qui est dans ce que nous appelons les objets inertes sorte et éclaire tout à coup ; cela a l'air de perdre patience et de prendre une étrange revanche obscure ; rien de plus inexorable que cette colère de l'animé¹. » Après que le canon eut « coup[é] en deux » l'un des matelots et dépecé quatre autres, le monstre est maîtrisé. Mais la corvette royaliste, démantelée et quasiment désarmée, devra sa perte à ce déchaînement des forces brutes et « inexorables » censées la servir.

Le jour même de l'attaque de la Tourgue, les trois enfants de Michelle Fléchar, enfermés dans la bibliothèque du château, préparent à la tuerie en renouvelant le massacre de la Saint-Barthélemy ; ils mettent en pièces un vénérable in-folio consacré à la vie du grand saint, émettant le vieux parchemin en éblouissants « papillons ». L'épisode de la Saint-Barthélemy, souvent convoqué² pour penser la Terreur et les enjeux de la raison d'État, est ici repris sur un mode léger, presque ludique : c'est en toute innocence que René, Gros-Alain et Georgette infligent au saint un second martyre. En même temps, la séquence met crûment en évidence la trouble jouissance de la destruction chez ces enfants qui incarnent « l'immense avenir ».

Ces deux épisodes, qui se répondent, renvoient à une tentative de résolution esquissée par le discours romanesque : « La révolution est une action de l'Inconnu. [...] Les événements dépeignent, les hommes paient. Les événements disent, les hommes signent. [...] La Révolution est une forme du phénomène immanent qui nous presse de toutes parts et que nous appelons la Nécessité³. » – « C'est le mondieu qui fait ça⁴ », énonce plus simplement René-Jean en entendant le canon. Cette *amanké* de l'histoire s'incarne dans la lâcheté des véritables responsables, le Marais, cette « stagnation hideuse » présente dans toutes les assemblées – celle de Versailles en est le plus récent emblème : « Ils étaient le nombre, ils étaient la force,

1. *Ibid.*

2. Voir le chapitre II, 4.

3. V. Hugo, *Quatrevingt-treize*, op. cit., p. 906-907.

4. *Ibid.*, p. 978.

ils étaient la peur. De là l'audace des turpitudes¹. » Cette thèse est rigoureusement incompatible avec l'affirmation de la responsabilité personnelle affirmée par ailleurs dans toute l'oeuvre : à cette aporie Gauvain ne peut échapper que par le sacrifice, et Cimourdain par le suicide. En 1874, alors que les communards sont traqués, exilés ou déportés, cette leçon républicaine a une portée immédiate dont Jules Vallès (il a ses raisons) perçoit clairement la portée : « Les hommes de ce temps, dit [Victor Hugo], furent des greffiers, non des bourreaux. Mort qui leur comme une torche dans le gris du soir ! Cette pensée, suivie et défendue, suffit à la grandeur d'un livre. L'humanité s'épargnerait des remords et des crimes si elle écoutait cette parole, qui protège tous les calomniés dans l'histoire, les prisonniers sur les pontons et les morts dans les tombes² ! »

La Troisième République, fille de la Révolution (1877-1885)

Subrepticement proclamée au détour de l'amendement Wallon, lors de la crise de mai 1877, la République des républicains travaille à enraciner ses valeurs dans la France rurale et provinciale, tout en ralliant les franges centristes des partis de droite. En 1878, le centenaire de Voltaire offre une première occasion de célébrer la filiation entre l'esprit des Lumières et la Révolution française. Le caractère polémique de l'événement s'affirme dès le début de l'année, dans la ville de Nantes, où les tensions restent vives entre militants républicains et héritiers de Vendéens : « Le 16 janvier, on joue une pièce interdite sous l'Empire : *Marceau, ou les Enfants de la République*, dont *Le Phare de la Loire*, organe républicain d'avant-garde, fait un test politique ; un public électrisé applaudit le personnage de Robespierre, tandis que l'orchestre militaire (qui sera sanctionné par ses chefs) exécute un hymne encore séducteur : *La Marseillaise*³. » Le 30 mai 1878, c'est à l'auteur des *Misérables* et de *Quatrevingt-treize*, père spirituel de la République naissante, qu'est confié le discours en l'honneur de Voltaire : « Mais ce discours hugolien n'est pos-

1. *Ibid.*, p. 900.

2. J. Vallès, « *Quatrevingt-treize* par Victor Hugo », *Revue anglo-française*, mars-avril 1874, *Œuvres*, op. cit., t. II, p. 80.

3. J.-M. Goulemot et E. Walter, « Les centennaires de Voltaire et de Rousseau. Les deux champions des Lumières », *Les Lieux de mémoire. La République*, op. cit., p. 363.

sible qu'au prix d'un non-dit et d'une exclusion. Le non-dit porte sur la Terreur, jamais évoquée, même quand Hugo cite le couple Rousseau-Robespierre. L'exclusion vise non les communards, mais le couple sanglant constitué par la Commune et Versailles¹. »

L'amnistie est finalement accordée à la veille de la première Fête nationale célébrée par la République, le 14 juillet 1880. Le choix de la date marque la fidélité à l'héritage romantique de Michélet et de Hugo ; il permet aussi une prudente ambiguïté : on célèbre non seulement la prise de la Bastille, mais aussi la fête de la Fédération, moment d'unanimité nationale propre à rassurer les modérés. Par ailleurs, l'exaltation des trois couleurs, le défilé militaire et la remise des drapeaux placent le soldat-citoyen au cœur des festivités, la République reprenant pleinement à son compte l'idéologie de la Revanche. Cette opération de commémoration se double d'une campagne pédagogique de choc, dont le manuel de Lavissee constitue une pièce maîtresse : dans ces pages, l'histoire de France tout entière, sur la longue durée, prend sens et signification à partir de la Révolution, aboutissement d'une vaste suite de siècles monarchiques et source de toute modernité démocratique. Les filiosités perceptibles dans l'édition de 1876 ont désormais disparu ; dans celle de 1884, les crimes révolutionnaires sont mis en perspective et justifiés par les conspirations des royalistes se préparant à envahir la France et par les actes de trahison des émigrés et des insurgés de Vendée².

L'année suivante, en 1885, Alphonse Aulard, auteur de *L'Éloquence parlementaire pendant la Révolution française. Les orateurs de la Constituante* (1882), est chargé du cours d'histoire de la Révolution française à la Sorbonne — la ville de Paris vient de créer cet enseignement ; deux ans plus tard, il prend la direction de la revue *La Révolution française*, fondée en 1881. Titulaire de sa chaire jusqu'en 1920, Aulard entreprend un travail considérable de publication des sources, et s'impose comme le plus grand spécialiste de l'historiographie révolutionnaire : l'œuvre d'éducation de Ferry, appuyée sur Lavissee, se double d'un travail d'érudition positiviste dont la portée militante est considérable³.

1. *Ibid.*, p. 370.

2. P. Nora, « Lavissee, instituteur national », art. cit., p. 260.

3. Voir R. Guise, « L'image de la Révolution dans le roman catholique fin de siècle », *Révolution et Littérature*, op. cit., p. 800 sq.

Poussées contre-révolutionnaires

Ce militantisme apparaît comme indispensable : dans la même période se développe une réflexion contre-révolutionnaire musclée dont Taine développe une formule originale, promise à un large écho. La Commune avait déjà éveillé la flamme contre-révolutionnaire de l'écrivain, auteur en 1872 d'une fiction pamphlétaire intitulée *Un séjour en France de 1792 à 1795. Lettres d'un témoin de la Révolution française* ; l'ouvrage bénéficie de huit rééditions jusqu'en 1908 – ce succès est significatif de la vogue contemporaine des mémoires consacrés à la période révolutionnaire. Mais c'est dans *Les Origines de la France contemporaine* que l'historien développe pleinement ses analyses. Le premier volume consacré à la Révolution, *L'Anarchie* (1878), répercute le traumatisme de la Commune : l'insurrection populaire marque l'irruption incontrôlable, dans l'espace public, des pulsions barbares maintenues latentes chez un peuple policé, mais toujours susceptibles de ramener les foules à l'état sauvage pour détruire l'œuvre de la civilisation. On reconnaît un premier état des thèses de Gustave Le Bon (*la Psychologie des foules* est publiée en 1895). Dans le deuxième volume, consacré à *La Conquête jacobine* (1881), Taine étudie la mise en place d'une dictature inédite, appuyée sur des mécanismes de soumission de masse. Ces pages proposent une analyse de la psychologie type des Jacobins, héritage perverti de l'esprit classique : « À force de contempler ses formules abstraites, il a fini par ne plus voir les hommes réels ; à force de s'admirer lui-même, il a fini par ne plus apercevoir dans ses adversaires et même dans ses rivaux que des scélérats dignes du supplice. Sur cette pente, rien ne peut l'arrêter¹. » Dans cette perspective, la Terreur constitue moins une réponse exceptionnelle à une situation extrême, que le règne du fanatisme le plus dévastateur : cette approche psychologisante, centrée sur les continents noirs de l'âme humaine, fait des hommes de 1793 (parfois même de 1789) les descendants des inquisiteurs d'autrefois².

En même temps que le grand ouvrage de Taine paraît dans la *Revue* *des deux mondes*, en 1878, une partie du violent réquisitoire que Maxime Du Camp dirige contre la Commune, *Les Convulsions de Paris*

(le texte intégral paraît chez Hachette en 1878-1880). Anatole France s'inspire de ces pages haineuses pour parachever son roman *Les Désirs de Jean Servien* (1882), commencé une décennie plus tôt : ce récit, violemment anticommunard, s'achève sur le meurtre du héros, arrêté comme otage et massacré par une pétroleuse d'anthologie. Deux ans plus tard, en mars 1884, Anatole France publie *Les Autels de la Peur*, œuvre d'inspiration ouvertement « réactionnaire », ainsi que l'écrivain en convie lui-même dans sa correspondance. Ce mini-feuilleton, publié dans le *Journal des Débats*, développe une trame fictionnelle inspirée des amours du poète André Chénier, auquel France emprunte son titre, et de la belle Fanny. Le dispositif d'ensemble articule le récit en une série d'épisodes disjoints : au fil des pages, le fanatisme grandissant de la Terreur élimine l'un après l'autre les personnages éclairés, progressistes et humanistes qui entourent les héros ; ceux-ci sont naturellement promis à une apothéose sacrificielle sur l'échafaud. L'œuvre ne fait aucune référence à la situation historique concrète expliquant la politique de la Convention et des Comités en 1793-1794 ; le processus révolutionnaire consacre la montée en puissance d'un incontrôlable Moloch dévorateur, dont la violence était déjà perceptible dès le 14 juillet : « Des cris de mort, de haine, de joie, d'amour, des appels de tambour, des coups de feu, enfin tout ce que, du pavé des rues, les révolutions font monter vers le chaud soleil de férocité stupide et d'enthousiasme sublime¹. » La fête de la Fédération elle-même, moment d'union sacrée récemment promu Fête nationale, annonce des lendemains sanglants, en témoignage, dans le défilé, la corporation des bouchers : « Sur leur bannière était peint un large couteau avec ces mots : *Tremblez, aristocrates, voici les garçons bouchers*². »

Lorsque cependant Anatole France reprend en 1892, dans son recueil *L'Étui de nacre*, une partie des textes composant *Les Autels de la Peur*, c'est en leur apportant des modifications significatives. L'intrigue globale est disloquée, chacune des anecdotes se trouvant prêtée à un personnage différent, d'où une sensible atténuation de l'effet tragique d'ensemble : le lecteur n'a plus l'impression d'assister à l'emballlement d'un processus terroriste inexorable. L'effet-recueil

1. H. Taine, *Les Origines de la France contemporaine*, III : *La Conquête jacobine* (1881), Paris, Robert Laffont, « Bouquins », 1988, p. 135.

2. Voir C. Julliot, *Le Grand Inquisiteur. Naissance d'une figure mythique au XIX^e siècle*, Paris, Champion, 2010.

1. A. France, *Les Autels de la Peur* (1885) in M.-Cl. Banqueart (éd.), *Œuvres*, Paris, Gallimard, « Pléiade », 1984, t. I, p. 1025. L'œuvre paraît en volume l'année suivant la publication en feuilleton.

2. *Ibid.*, p. 1033.

réorienter l'œuvre pour en faire un répertoire pittoresque (et érudit) d'« épisodes vécus pendant la Révolution française », où le sourire traverse les larmes – cependant que les « Mémoires d'un volontaire » réintègrent dans l'univers de la fiction la perspective globale de la patrie en danger.

Un monde crépusculaire

De ce débat serré autour de la Terreur – épiphanie patriotique ou dérapage pathologique ? –, le roman crépusculaire de Bourges, *Sous la hache*, synthétise et reconfigure les principaux éléments. Comme Hugo, le romancier choisit de situer son intrigue, tragiquement reserrée en quelques jours, à l'automne 1793, au cœur d'une Bretagne marécageuse et quasiment médiévale ; l'intègre et vaillant capitaine Gérard Choudieu, campé avec ses troupes dans le petit village de Saint-Judicaël-de-Mer-Morte, affronte les assauts acharnés des paysans, conduits par la redoutable Goule-Sabrée. Humaniste autant que républicain, Gérard se bat en héros, mais s'oppose à l'inflexibilité fanatique d'Abline, Grand Inquisiteur envoyé aux armées, escorté de la guillotine, par le Comité de salut public : recyclage du couple Gauvain-Cimourdain. Condamné à mort par le Tribunal révolutionnaire pour avoir tenté de sauver la mère de Goule-Sabrée, à qui il doit la vie, Gérard périt sous la hache, dans une scène de détresse sanglante scellant l'éternel retour des violences inexpiables de la guerre civile : Bourges refuse à son héros la transfiguration sacrificielle qui, dans la lumière de l'aube, fait de Gauvain le Christ de l'avenir.

Les tensions sous-jacentes au discours romanesque ne doivent pas occulter l'évidence : dans *Sous la hache*, ce sont bien deux mondes qui s'affrontent, séparés par des siècles de civilisation. Bourges a ainsi conçu le personnage de la Grande-Jacquine, mère de la Goule-Sabrée, à partir de sources portant sur la paysannerie médiévale. Les chouans, comme les oiseaux auxquels ils empruntent leur nom, sont des créatures de la nuit¹. Une scène quasiment onirique, à valeur de symbole, cristallise l'esprit des lieux ; sur l'eau noire des marais, immobile comme le Styx, surgit dans la brume un infernal nocher, le monstrueux Caqueux, un Quasimodo sans la grâce – cauchemardesque

1. É. Bourges, *Sous la hache* (1885), Paris, Nathan, « Complexe », 1997, p. 958.

allégorie : « ... Et les ténèbres retombèrent, tandis qu'une voix, celle du Caqueux, de Coatgoumarch, entonnait la chanson populaire du pays de Retz : *Quet o quieu qui m'éveille / Ma qui dormé si bé ?* »

Face à ces êtres sans nom sortis de la grande nuit du Moyen Âge, Gérard Choudieu incarne la culture galante de la fin du xviii^e siècle, citant volontiers les poètes et écrivains du temps. De son côté, Rose-Manon, fervente lectrice de *La Nouvelle Héloïse*, est une touchante victime de Rousseau, lequel a sanctifié à ses yeux ses premières amours avec Camille Desmoullins, puis celles avec Fabrefonds, frère de Fabre d'Églantine. Fait préoccupant, néanmoins : l'esprit obtus des Maréchains subit l'irrésistible ascendant de Charette... qui « fascina », comme Danton et Mirabeau, par une laideur surhumaine². Les deux camps communient dans l'idolâtrie d'une certaine forme de monstruosité.

Autre parallélisme, qui inverse la tonalité épique de *Quatrevingt-treize* : les armées ennemies ont en partage non l'héroïsme guerrier, mais un égal déchainement de barbarie. Les paysans manifestent la même cruauté quasiment anthropophage que les frondeurs baléares dans *Salammô*³ – avec une circonstance aggravante : « Un nègre qui servirait parmi les Maréchains – et il avait appartenu au premier président du Parlement de Rennes – se jeta à genoux sur un soldat blessé, lui planta ses crocs dans la gorge, et lui buvait ainsi le sang⁴. » Le Caqueux, « difforme et fabuleux comme un monstre de cathédrale⁵ », tombe amoureux de la guillotine, moderne Moloch, et non de quelque solaire Esmeralda bretonne. Dans le camp républicain, les soldats censés défendre l'une et indivisible forment une armée aussi divisée et indisciplinée que, chez Flaubert, celle des mercenaires : « Des Normands, qui barraient les carres, trinquaient auprès du canotier, en prononçant ces mots : À l'amitié ! Mais des cris rauques s'élevèrent. Des Auvergnats de la montagne gesticulaient avec fureur, parce qu'un caporal parisien avait jeté dans leur marmite une poignée de parmentières. — Cela les empoisonnerait⁶. »

1. *Ibid.*, p. 981.

2. *Ibid.*, p. 979.

3. Copiée à répété ce travail sur l'intertexte Flaubertien. Voir R. Schwab, *La Vie d'Éléonir*

Bourges, Paris, Stock, 1948, p. 135.

4. É. Bourges, *Sous la hache*, *op. cit.*, p. 962.

5. *Ibid.*, p. 1046.

6. *Ibid.*, p. 950.

Rien ne vient absoudre ces accès de violence, dans un monde apocalyptique qui a perdu toute transcendance. Les Maréchaux, certes, ont foi en leur Sauveur, et, eux-mêmes coupables des crimes les plus atroces, s'émeuvent des blessures reçues par un Christ en bois¹. Or, pour venger l'homme-Dieu outragé, les chouans n'ont de cesse de réitérer son supplice — infligeant un sanglant démenti au message d'amour et de pardon porté par le Crucifié :

Contre la porte était cloué un être humain, hideux, méconnaissable. Piqué au battant vermoulu, ainsi qu'une énorme chauve-souris, un soldat Bleu avait agonisé, sous les coups de la populace. Deux fiches de fer lui perçaient les mains, deux autres écartelaient ses jambes; et l'on voyait saillir ses côtes une à une, par les déchirures de son habit. Un des yeux, grand ouvert, regardait devant lui, hagard, épouvanté; et le trou de sa bouche, sous les narines, en semblant hurler de douleur, donnait au visage du misérable une expression effroyablement triste².

Les pieux tortionnaires ne sont pas capables de reconnaître, dans la mesure où Étienne vient de mettre au monde son enfant, un moderne avatar de la Crèche — promesse aussitôt avortée d'une impossible régénération : « — Vise-à-gauche est l'âne, vous voyez le boeuf, il ne manque que le petit Jésus. / — Le voici, riposta un homme qui se baissa pour soulever Tristan. / Mais il recula aussitôt : / — Tonnerre ! dit-il, le crapaud est mort ; ce qui se trouva véritable, l'enfant ayant passé sans qu'on s'en aperçût³. »

Dans ce monde sans dieux et sans rédemption, les républicains adoptent pour monstrueuse idole la guillotine. En lieu et place de la « Liberté chérie » célébrée par *La Marseillaise*, l'épiphanie du couplet remplace le triomphe de Marianne :

Il tira vite de l'étui le couteau de la guillotine, et les bras écartés, debout sur ses écriers, Bénaben le brandit très haut, en entonnant : « Allons ! Enfants de la patrie ! » Les Bleus se retournant le virent, et, à la lueur des flambeaux, aperçurent le couplet. Il se dressait au-dessus des soldats comme le symbole de la Révolution, son principe devenu glaive — et cette apparition causa un frémissement parmi ces hommes. La déesse de la Terreur électrisa, lança leurs masses⁴.

1. *Ibid.*, p. 985.

2. *Ibid.*, p. 954.

3. *Ibid.*, p. 991.

4. *Ibid.*, p. 1056.

Mythe politique et fictions critiques (1889-1912)

Le premier centenaire de la Révolution française est marqué par la crise boulangiste et ses conséquences délétères : l'actualité politique exige la réaffirmation des éléments essentiels de la mythologie fondatrice de la République. Les dates choisies pour les cérémonies officielles sont significatives, par la prudence et le souci d'unanimité dont elles témoignent. Le 5 mai, on célèbre à Versailles le centenaire de l'ouverture des États généraux ; c'est un jour férié, où se multiplient les commémorations officielles et les initiatives populaires sur tout le territoire. Le 20 juin, le serment du Jeu de paume est à l'honneur : l'héroïsme parlementaire occupe une place décisive dans cet imaginaire revisité et pacifié. Après la Fête nationale le 14 juillet, la commémoration du 4 août a valeur réconciliatrice. Ce même jour, on panthéonise Carnot, Hoche, Marceau — et Baudin (ce député républicain, martyr du 2 Décembre, est censé contrer l'exaltation militariste que pourraient exciter les autres héros du jour). Enfin, le 21 septembre, on célèbre la naissance de la Première République : l'élan patriotique de l'an II, pour beaucoup, a valeur exemplaire dans un pays obsédé par la revanche. Il est capital de lier cette ferveur à l'enthousiasme républicain, pour éviter toute résurgence césarienne.

Cette mythologie réconciliée et maritale de la Révolution française a pour fonction essentielle de conjurer la tentation nationaliste, dont le succès du général Boulanger vient de montrer la vitalité en période d'antiparlementarisme. S'élevant contre le général Revanche, Charles Floquet, à la Chambre des députés, évoque dans son discours du 4 juin 1888 le précédent du 18 Brumaire. Lorsque, en réaction à la crise boulangiste et à la montée du nationalisme, se fonde la Société des droits de l'homme et du citoyen, les principes proclamés renvoient explicitement aux années 1789 et 1793 : « Fils de la Révolution française, admirateurs non d'une seule période de cette Révolution, mais de toute cette marche en avant d'un peuple libre qui posa tous les problèmes, et qui les eût tous résolus s'il n'eût été arrêté, nous sommes déterminés à user de tous les moyens pour empêcher la réaction césarienne de ramener notre pays en arrière pour la troisième fois¹. »

1. *Le Radical*, 25 mai 1888.

C'est dans ce contexte d'agitation boulangiste mal apaisée qu'il faut analyser l'épisode le plus fameux de la période : l'interdiction de la pièce *Thermidor* de Victorien Sardou, représentée pour la première fois à la Comédie-Française le 24 janvier 1891. Ce n'est pas la première pièce que le dramaturge à succès consacre à la Révolution¹, mais, cette fois, il cible précisément la question qui cristallise les attaques de l'adversaire et les inquiétudes des républicains les plus convaincus : la Terreur. Les ambiguïtés idéologiques de l'œuvre renvoient à de brûlantes questions d'actualité. La suspension puis l'interdiction de la pièce, ainsi que la célèbre formule de Clemenceau : « La Révolution est un bloc », traduisent, dans ce contexte de crise, une volonté politique de renforcer l'unité républicaine, en ralliant les gauches radicale et socialiste. Cette affaire *Thermidor* est révélatrice des enjeux politiques propres à l'historiographie de la Révolution. Au tournant du siècle, Aulard et ses collaborateurs poursuivent leur œuvre de publication des sources, tout en présentant plusieurs ouvrages de synthèse : *l'Histoire politique de la Révolution française. Origines et développement de la démocratie et de la République (1789-1904)* paraît en 1901. De 1900 à 1903, Jaurès publie en fascicules et en volumes son *Histoire socialiste de la Révolution française* ; l'ouvrage n'entreprend pas une réhabilitation intégrale de Robespierre, mais reconstruit aux hommes de 1793 l'intuition d'une société nouvelle encore à venir. C'est aussi à l'année 1793 que se réfère Jaurès lorsque, à l'occasion de la distribution des prix au lycée d'Albi le 30 juillet 1903, il célèbre la République comme « un grand acte de confiance et un grand acte d'audace » : « L'idée d'un grand peuple se gouvernant lui-même était si noble qu'aux heures de difficulté et de crise elle s'offrait à la conscience de la nation. Une première fois en 1793 le peuple de France avait gravi cette cime, et y avait goûté un si haut orgueil, que toujours sous l'apparent oubli et l'apparent indifférence, le besoin subsistait de retrouver cette émotion extraordinaire. »

Ces tentatives pour restaurer l'unité de l'élan révolutionnaire, de l'été 1789 au 9 Thermidor, constituent pour les opposants au régime une insupportable opération de propagande, visant à diffuser une mythologie jacobine et un catéchisme républicain aussi simplistes que scandaleux. Lorsque Aulard attaque frontalement l'interprétation

de la Révolution défendue par Taine, Augustin Cochin répond avec véhémence dans son livre *La Crise de l'histoire révolutionnaire. Taine et M. Aulard* (1909). Cochin vante l'impeccable érudition et la hauteur de vues de Taine, contre la dictatoriale « orthodoxie jacobine » à laquelle se résumerait l'autorité intellectuelle d'Aulard. Thèses reprises avec enthousiasme par Maurras et l'Action française...

La polémique est amplifiée, mais aussi reconfigurée, par le contre-coup de l'affaire Dreyfus (la réhabilitation du capitaine a lieu en 1906). La bataille dreyfusiste a certes retrempe la mystique républicaine, en tirant toutes les conséquences philosophiques, politiques et éthiques des droits de l'homme. Mais l'affaire a aussi mis au cœur des débats la question de la raison d'État, et l'assujettissement sans réplique qu'elle impose aux citoyens. La défense de Dreyfus pose en termes nouveaux la définition des rapports entre l'individu et toutes les formes d'autorité gouvernementale :

L'engagement pour un homme qui les représenterait tous établit la pensée politique et morale qui allait fonder les combats essentiels du ^{xx} siècle, ceux qui permirent à l'individualisme démocratique de se dresser contre la tyrannie révolutionnaire – qu'elle soit de gauche ou de droite. Dreyfus devient une référence dans la lutte menée dans le siècle contre l'oppression. [...] Il est symptomatique que le philosophe Élie Halévy, qui s'était engagé dans l'affaire à l'âge de vingt-sept ans, soit devenu, trente ans plus tard, le théoricien du phénomène totalitaire¹.

Militant pour une séparation de l'Église et de l'État qui évite toute forme d'intolérance doctrinale, Clemenceau développe au Sénat le 17 novembre 1903 une argumentation refusant tout transfert de sacralité du domaine religieux à la sphère politique : « Nous avons fait la Révolution française. Nos pères ont cru que c'était pour s'affranchir ; pas du tout, c'était pour changer de maître [...]. Oui ! nous avons guillotiné le roi, vive l'État-roi ! Nous avons détroné le pape, vive l'État-pape ! Nous chassons Dieu, comme disent ces messieurs de la droite, vive l'État-Dieu ! Messieurs, je ne suis pas de cette monarchie, je ne suis pas de ce pontificat. »

1. S. Lucet, « L'Émotion de l'histoire », in I. Moindrot (dir.), *Victorien Sardou. Le théâtre et les arts*, PU de Rennes, 2010, p. 64.

1. V. Duclert, *La République imaginée*, op. cit., p. 347.

Le Grand Inquisiteur

Cette réflexion sur le fanatisme de la raison d'État questionne la problématique continuité ou homologie entre foi religieuse et croyance politique. La psychologie du Grand Inquisiteur fournit un modèle pour penser les ambivalences de la Terreur, en interrogeant plutôt les motivations des acteurs que les raisons de leurs actes; la campagne anticléricale menée au tournant du siècle réactive les souvenirs de la déchristianisation entreprise en 1793: combat légitime pour éradiquer l'obscurantisme, ou erreur tactique de fond? On songe aux arguments développés par Quinet dans *Le Christianisme et la Révolution française* (1845): « Dans la France catholique éveillée sans préparation à la liberté, vous voyez la Révolution conserver d'abord, en partie, le tempérament exclusif de l'Église qu'elle remplace. [...] Il n'est pas dans le catholicisme une seule grande qualité qui ne passe pas toute vivante dans l'âme de la Révolution. [...] Peu à peu, l'Église politique devient aussi soupçonneuse que l'a été autrefois l'Église religieuse. Où est le pape plus intolérant que Saint-Just? »

Au tournant du siècle, l'entrée dans l'âge des idéologies fait de celles-ci autant de religions de substitution, avec pour corollaires « croyances eschatologiques, quête du salut par l'Histoire, sacrifices aux temps meilleurs²»: le réemploi est complet. Aussi attribue-t-on au « tempérament prêtre » de Robespierre sa prédisposition à la dictature, qui dénature et pervertit les principes révolutionnaires; religieux fanatique, l'Incorruptible et ses doubles fictifs – Cimetourdain, Abline, mais aussi le Vermorel de *L'Insuburgé* – ont la froideur et la pureté inexorable du Grand Inquisiteur.

Avec *Les dieux ont soif*, Anatole France prolonge une réflexion amorcée dès l'affaire *Thermidor* – il avait alors commenté l'intervention de Clemenceau en ces termes: « L'autre jour, au Palais-Bourbon, je ne sais quel député radical écoutait impatientement notre confère, M. Henry Fouquier, qui, trop subtil pour lui, distinguait entre 89 et 93. Bientôt notre radical n'y put tenir et s'écria: "La Révolution est un bloc, qu'il faut prendre tout entier." Parole simple et profondément religieuse! Celui qui la prononça aurait été de tout temps

un terrible homme de foi [...]. Il est dans le caractère des religieux de mépriser l'histoire et d'aimer la légende¹. » La genèse de l'œuvre confirme cette filiation.

Les éditions Calmann-Lévy avaient projeté de publier un recueil de récits historiques qui auraient formé un pendant à *Cléo*, paru en 1899 [...]. L'éditeur demanda à Anatole France, dans les derniers mois de 1910, de leur adjoindre un inédit d'une vingtaine de pages. Anatole France dit à son ami Paul-Louis Couchoud qu'il voulait alors écrire un "Inquisiteur", "le meilleur des hommes, le plus sensible dans sa vie privée, le fils le plus tendre, juge au tribunal de l'Inquisition où il sera sanguinaire et impitoyable". Quelques semaines plus tard, l'écrivain changea l'Inquisition pour la Révolution, et le récit devint roman².

Le titre de l'œuvre est emprunté au dernier numéro du *Vieux Cordelier*, dont Camille Desmoullins, aidé de Lucile, corrigerait les épreuves au moment de son arrestation; Desmoullins y attaque violemment Hébert et Momoro, « grands prêtres » d'une divinité albertée de sang.

Le récit analyse la Terreur comme instauration d'une religion d'État, substituant la foi politique nouvelle aux croyances démonétisées de l'Église: « Les jacobins installaient à la place de Jéhovah un dieu jacobin, pour faire descendre de plus haut le jacobinisme sur le monde³. » L'ouverture du roman montre le réinvestissement de l'Église des Barnabites en assemblée de section: Brutus, Jean-Jacques et Le Peltier ont pris la place des saints dans leurs niches; les droits de l'homme et les devises républicaines remplacent le Livre et les emblèmes chrétiens; des harangues républicaines résonnent en lieu et place des sermons religieux. Recouvrement significatif – les Jacobins et les Cordeliers, de même, empruntent leurs noms aux anciens couvents dans lesquels ils se réunissent. Le discours romanesque ne vise cependant pas la légitimité stratégique des choix de Robespierre (notamment le culte de l'Être suprême), mais ses conséquences au niveau de la réception. Le fanatisme apparaît d'emblée comme une tendance quasi anthropologique, corollaire d'un besoin de croyance inhérent à certains caractères. C'est précisément pour ses vertus – sensibilité, intégrité, don de soi – que le héros, Évariste Gamelin, cède

1. *Le Temps*, 1^{er} février 1991.

2. M.-Cl. Bancquart, notice des *Dieux ont soif*, Paris, Gallimard, « Pléiade », 1994, t. IV, p. 1344-1345.

3. A. France, *Les dieux ont soif* (1912), éd. M.-Cl. Bancquart, p. 580.

1. E. Quinet, *Le Christianisme et la Révolution française* (1845), Paris, Fayard, « Corpus des œuvres de philosophie en langue française », 1984, p. 239.

2. M. Gauchet, *Le Désenchantement du monde*, Paris, Gallimard, « Folio Essais », 1985, p. 47.